

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 MAI 1922.

BUDGET DE LA CHAMBRE.

Compte de l'exercice 1920 et projet de Budget pour l'exercice 1922.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DE COMPTABILITÉ (1), PAR M. **MABILLE**.

MESSIEURS,

Compte de 1920.

Le compte de 1920 accuse, dans son ensemble, une diminution de fr. 198,724.82 sur le montant des crédits alloués pour ledit exercice.

Cette situation résulte des circonstances suivantes :

1° **LITT. A.** — Les dépenses pour frais de voyage sur les lignes internationales et vicinales ont été inférieures de fr. 7,225.70 aux prévisions du Budget.

2° **LITT. B.** — Au contraire, les mêmes prévisions ont été dépassées, de fr. 121,015.73, en raison de l'application des décisions du Gouvernement relativement à la vie chère et à l'indemnité de résidence.

3° **LITT. C.** — Une somme de fr. 1,365.85 n'a pas été utilisée pour la bibliothèque.

4° **LITT. D.** — Il en est de même d'une somme de fr. 33,079.91 prévue pour les documents, impressions et publications spéciales.

5° **LITT. E.** — a) Une économie de 14,968 francs a pu être réalisée sur le crédit de 25,000 francs alloué pour les frais d'entretien des bâtiments, peintures, nettoyages, etc.

b) Le Budget prévoyait une allocation de 160,000 francs pour dépenses

(1) La Commission de Comptabilité est composée de MM. BERTRAND, président, PUSSEMIER, FIEULLEN, PECHER, HALLET, DE MONTPELLIER et MABILLE.

exceptionnelles à effectuer pour dégâts occasionnés par l'occupation de nos locaux pendant la guerre. La Questure a pensé avec raison qu'il convenait de n'exécuter que les travaux indispensables, remettant à plus tard certaines dépenses importantes, comme le remplacement des balustrades et ornements en bronze, enlevés par les Allemands.

6° LITT. F. — L'élévation du prix du charbon, du coke, du gaz et de l'électricité a fait dépasser les prévisions d'une somme de fr. 8,153.50; mais on a pu réaliser sur les dépenses exceptionnelles une somme de fr. 14,394.04.

7° LITT. G. — Les services ordinaires du mobilier ont dépassé les allocations d'une somme de fr. 2,546.37. Mais, en renonçant au renouvellement de certains objets, tapis etc., on a pu rester en deça des prévisions pour services exceptionnels et épargner fr. 173,668.35.

8° LITT. H. — L'augmentation de fr. 4,416.14 doit être attribuée à la majoration du coût des papiers.

9° LITT. I. — La diminution de 900 francs résulte du décès du titulaire d'une pension.

10° LITT. K. — Des travaux extraordinaires imposés au personnel ont fait dépasser de fr. 23,783.65 le crédit prévu.

La Commission de comptabilité décide unanimement de proposer à la Chambre l'approbation du compte de l'exercice 1920, s'élevant à fr. 4,045,908.10.

Si nous la comparons au compte de 1919, nous constatons que ce dernier ne s'élevait qu'à fr. 3,621,290.26. Mais il faut remarquer que le poste relatif à l'indemnité parlementaire (litt. A) n'était, en 1919, que de 856,503.42. Or, depuis la revision constitutionnelle, il a été fixé à fr. 2,234,774.30, c'est une majoration de fr. 1,378,270.80.

Si donc on fait abstention de ce dernier chiffre pour ramener l'indemnité parlementaire à ce qu'elle était en 1919, on voit que le montant des autres dépenses n'a été en 1920 que de fr. 4,045,908.10 moins fr. 1,378,270.80, soit fr. 2,667,637.30. Ce qui représente, pour 1920, une diminution de dépenses de fr. 953,652.96; mais il faut tenir compte de cette circonstance que l'exercice 1919 fut chargé d'importantes dépenses exceptionnelles résultant encore de la guerre.

Budget de 1922.

Le Budget qui nous est présenté réalise, sur le Budget de 1921, une diminution de dépenses de 162,072 francs.

Le poste relatif à l'indemnité parlementaire (litt. A) est resté fixé à deux millions 232,000 francs.

L'allocation pour le personnel des services (litt. B) est réduite de 16,672 francs et le crédit pour la bibliothèque (litt. C) est, comme précédemment, de 15,000 francs. Mais il ne faut pas perdre de vue que le service de la bibliothèque dispose en réalité de 25,000 francs, car le Sénat fait également figurer à son Budget une somme de 10,000 francs pour la bibliothèque du Parlement.

En raison de la diminution du coût des matières premières, chacun des postes relatifs aux bâtiments (litt. E), au chauffage et à l'éclairage (litt. F), et au mobilier (litt. G), a pu être diminué d'une somme de 5,000 francs. En outre, on a pu ajourner encore le renouvellement d'une partie du mobilier et supprimer ainsi l'allocation pour services exceptionnels (10,000 francs), qui figurait au Budget de 1921.

Les indemnités et secours (litt. I) ont été ramenés à 10,600 francs par le décès de deux bénéficiaires, et le poste des dépenses imprévues (litt. K) a pu être réduit de 20,000 francs eu égard à la diminution du coût des matières premières.

L'allocation figurant sous la littéra D, et relative aux documents, imprimés et publications spéciales, a fait l'objet d'un examen particulier de votre Commission et du Bureau de la Chambre.

On sait qu'il existe, outre l'édition originale des documents parlementaires, c'est-à-dire celle qui est servie journallement aux Représentants pour les besoins des travaux parlementaires, une édition spéciale d'un format semblable à celui des *Annales parlementaires*. Dans cette édition, les documents parlementaires sont réimprimés sur deux colonnes, en double texte, les uns à la suite des autres, sans intervalles blancs. La composition est plus compacte que celle de l'édition originale, ce qui permet de condenser en un seul volume la collection bilingue des documents parlementaires d'une session, alors qu'elle forme plusieurs volumes de l'édition originale.

Cette édition spéciale a été imprimée, jusqu'à l'année passée, dans les ateliers du *Moniteur* aux frais du Trésor. Elle était distribuée aux membres effectifs et aux membres suppléants des deux Chambres au fur et à mesure de l'impression des feuilles. Les membres effectifs recevaient en outre une collection complète à la fin de chaque session.

Cette édition spéciale était aussi mise à la disposition du public, qui pouvait se la procurer au *Moniteur*, par voie d'abonnement ou d'achat au numéro ou à la feuille.

C'était, en résumé, l'édition de vulgarisation, ou l'édition populaire, accessible aux hommes de loi, d'enseignement et d'études, comme aux administrations et aux particuliers que leur mission, leur charge, leurs devoirs, leur fonction ou leurs intérêts appellent à consulter les documents législatifs, à l'effet de s'éclairer sur les questions débattues au Parlement ou sur le sens des textes de loi.

La dite édition, d'après des renseignements officiels, était tirée à 4,700 exemplaires, dont 700 pour le service des abonnements payants et 300 pour la vente au numéro. Le surplus, soit 3,300 exemplaires, était distribué gratuitement à des administrations publiques, principalement aux administrations centrales de nos Départements ministériels.

Les abonnés payants étaient au nombre de 641 pour la session de 1919-1920 et de 692 pour la session de 1920-1921 (1).

(1) Réponse de M. le Ministre de la Justice à une question de M. Berloz (*Bulletin* du 23 avril 1922, p. 256).

La dépense s'est élevée ⁽¹⁾ :

Session de 1918-1919 :

Chambre	fr. 93,979 04	
Sénat	8,831 60	
		102,810 64

Session de 1919-1920 :

Chambre	fr. 131,342 85	
Sénat	13,283 »	
		144,625 85

Session de 1920-1921 :

Chambre	fr. 119,416 »	
Sénat	20,612 »	
		140,028 »

La Commission parlementaire des Finances et des Economies, en 1921 déjà, puis le Bureau de chacune des deux Chambres, ont pensé que l'on pourrait peut-être réaliser une sérieuse économie, soit en fusionnant les deux éditions actuelles de nos documents parlementaires, soit en réorganisant ce service sur des bases plus économiques.

La fusion des deux éditions n'a pas paru réalisable pour le moment, étant donnés, d'une part, le désir unanime des Membres du Parlement de voir maintenir l'édition originale servant aux travaux parlementaires, et d'autre part, l'existence d'un contrat qui engage la Chambre vis-à-vis de ses imprimeurs pour quelques années encore.

Il restait à envisager la réorganisation du service de l'édition spéciale. Elle s'imposait d'ailleurs, non seulement par un souci d'économie, mais aussi par la nécessité d'en assurer la publication régulière, afin d'éviter les nombreuses réclamations des abonnés et du public au sujet des grands retards dans l'impression et la distribution de cette édition.

Les Bureaux des deux Assemblées ont été d'accord pour décider que le travail d'impression ne serait plus exécuté dans les ateliers du *Moniteur*.

Mais tandis que le Bureau du Sénat décidait de ne plus faire réimprimer les documents de cette Assemblée dans l'édition spéciale bilingue (format des *Annales*) et de ne plus distribuer celle-ci à ses Membres ⁽²⁾, le Bureau de la Chambre décidait de maintenir cette édition pour la raison qu'il y a un intérêt

(1) Lettre du 25 janvier 1922 de M. le Ministre de la Justice à MM. les Questeurs de la Chambre.

(2) Décision : Bureau Sénat, 16 mars 1922, communiquée à M. le Président de la Chambre, le 21 mars 1922.

public évident à assurer la diffusion des documents parlementaires et législatifs, à l'intention de tous ceux pour lesquels ils constituent un indispensable instrument de travail.

Devant la décision contradictoire du Bureau du Sénat, celui de la Chambre a été de nouveau saisi de la question. Unanimentement il a confirmé sa première résolution ⁽¹⁾

C'est donc le Bureau de la Chambre qui s'occupera dorénavant de la réimpression, dans l'édition spéciale bilingue dont il s'agit, des documents parlementaires (Chambre et Sénat)

Dès à présent, il est acquis que la réforme fera réaliser au Trésor public une économie de 70,000 à 75,000 francs. La Questure de la Chambre poursuit en outre l'examen de mesures qui peuvent avoir pour effet de réduire encore la dépense qu'occasionnera le maintien de cette édition spéciale.

Le coût de cette édition spéciale étant beaucoup moins élevé que celui de l'édition originale, il en résulte que le public et les administrations pourront se procurer la première à des conditions très avantageuses qui seront portées incessamment à sa connaissance. C'est encore là un résultat dont il faut tenir compte et qui profitera à la généralité.

Des mesures seront prises aussi en vue d'une publication rapide et régulière de l'édition spéciale, qui suivra de très près l'édition originale.

Il y a donc lieu de maintenir provisoirement le chiffre de 500,000 francs, qui figure au projet de Budget.

Votre Commission, à l'unanimité de ses membres, demande à la Chambre d'approuver le Budget ci-annexé.

Le Rapporteur,
LÉON MABILLE.

Le Président,
E. TIBBAUT.

(4) Bureau Chambre, 26 avril 1922.

ANNEXE.

PROJET DE BUDGET

ARTICLE.	LITTÉRALES.	NATURE DES DEPENSES.	CRÉDITS PROPOSÉS POUR 1922.	
			Services ordinaires.	Services exceptionnels
Article unique.	A	Indemnité parlementaire et frais de voyage. — Indemnité de MM. les Représentants. Remboursement de frais de voyage sur les lignes internationales et les lignes vicinales	2,252,000 »	»
	B	Personnel des services. — Traitements, salaires et indemnités : 1 ^o Greffier, greffe, questure et bibliothèque 2 ^o Service de la sténographie 3 ^o Service du « Compte rendu analytique » 4 ^o Services législatifs flamands (service parlementaire et service du « Beknopt Verslag ») 5 ^o Services subalternes : huissiers, concierges, mécaniciens, hommes de service, gens de peine, etc. 6 ^o Divers 7 ^o Prévision d'augmentation des traitements. 8 ^o Indemnité de résidence 9 ^o Id. familiale 10 ^o Id. mobile de vie chère (75.000 francs)	1,006,600 »	»
	C	Bibliothèque. — Achats d'ouvrages et de publications. Abonnements. Catalogue. Reliures	15,000 »	»
	D	Documents, imprimés et publications spéciales. — Pièces imprimées par ordre de la Chambre. Imprimés pour la Chambre et les services. Publications spéciales distribuées à MM. les Représentants ou destinées aux parlements étrangers ou aux services : Annales, manuels parlementaires, codes, annuaires, etc. Reliures	500,000 »	»
	E	Bâtiments. — Entretien, aménagement et réparations. Travaux ordinaires et extraordinaires d'amélioration, d'agrandissement et de restauration	20,000 »	»
	F	Chauffage. Éclairage. Eau. — Entretien des installations. Consommation et voiturage de combustibles, consommation de lampes, d'électricité, de gaz et d'eau	60,000 »	»
	G	Mobilier. — Entretien, acquisitions, transformations et réparations. Oeuvres d'art	30,000 »	»
	H	Fournitures et matériel. — Papier à lettres, articles et frais de bureau. Insignes parlementaires. Fournitures pour la buvette et pour les services. Uniformes et objets d'habillement pour les agents subalternes. Abonnements téléphoniques. Voitures et autres frais pour cérémonies officielles. Menus frais	100,000 »	»
	I	Indemnités et secours. — Indemnités aux parents des victimes de l'incendie du Palais de la Nation. Allocations, en cas de situation malheureuse, à des membres du personnel, en activité de service ou à la retraite, à leurs veuves ou aux membres de leur famille	10,600 »	»
	J	Subsides. — En faveur de l'Union interparlementaire pour l'arbitrage et la paix et de la conférence interparlementaire du commerce	3,000 »	»
	K	Dépenses imprévues. — Dépenses imprévues non libellées au Budget	50,000 »	»
		TOTAUX fr.	4,046,600 »	»
		TOTAL GÉNÉRAL. . . . fr.	4,046,600 »	»

POUR L'EXERCICE 1922.

CRÉDITS ALLOUÉS pour 1921.		DIFFÉRENCES		Explications des différences.
Services ordinaires.	Services exceptionnels.	en plus.	en moins.	
2,252 000 »	»	»	»	
1,018,672 »	»	»	12,672	D'une part, 32,280 fr. en plus. Application du nouveau barème des traitements; d'autre part, réduction de l'indemnité mobile de vie chère : 44,952 fr.
15,000 »	»	»	»	
500,000 »	»	»	»	
25,000 »			5,000	Diminution du coût des matières premières.
65,000 »	100,000 »	»	5,000	Id.
35,000 »			105,000	Et suppression du crédit pour services exceptionnels : ajournement du renouvellement d'objets mobiliers.
100,000 »	»	»	»	
20,000 »	»	»	9,400	Crédit ramené aux indemnités allouées.
3,000 »	»	»	»	
75,000 »	»	»	25,000	Diminution du coût des matières premières
4,108,672 »	100,000 »	»	162,072	
4,208,672 »				

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 MEI 1922.

BEGROOTING VAN DE KAMER

Rekening van het dienstjaar 1920 en ontwerp van begrooting
voor het dienstjaar 1922.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE COMPTABILITEIT (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

Rekening van 1920.

Over haar geheel geeft de Rekening van 1920 eene vermindering aan van fr. 198,724,82 op het beloop der credieten voor gezegd dienstjaar toegestaan.

Deze uitslag is te danken aan de volgende omstandigheden :

1° LITT. A. — De uitgaven wegens reiskosten op de internationale lijnen en de buurtlijnen bedroegen fr. 7,225,70 minder dan de geraamde som der begrooting.

2° LITT. B. — Dezelfde ramingen werden daarentegen overschreden met fr. 121,015,73 wegens de toepassing van de beslissingen der Regeering betreffende den duurtetoeslag en de huishuurvergoeding.

3° LITT. C. — Eene som van fr. 1,365,85 werd voor de Bibliotheek niet gebruikt.

4° LITT. D. — Evenzoo eene som van fr. 33,079,91 voorzien voor de gedrukte stukken, het drukwerk en de bijzondere uitgaven.

5° LITT. E. — a) Eene bezuiniging van 14,968 fr. kon gemaakt worden op

(1) De Commissie voor de Comptabiliteit bestaat uit de heeren BERTRAND, voorzitter, PUSSENIER, FIEULLIEN, PECHER, HALLET, DE MONTPELLIER en MABILLE.

het crediet van 25,000 fr. toegestaan voor de onderhoudskosten der gebouwen, het schilderwerk, den schoonmaak, enz.

b) De begrooting voorzag een crediet van 160,000 fr. voor uitzonderlijke uitgaven tot herstel der beschadigingen, door den bezetter onder den oorlog in onze lokalen veroorzaakt. De quæstuur heeft goed geacht, en terecht, slechts de onontbeerlijke werken te doen uitvoeren en sommige aanzienlijke uitgaven uit te stellen, zooals de vernieuwing der bronzen leuning en versieringen door de Duitschers weggenomen.

6° LITT. F. — Wegens de prijsverhooging van de steenkolen, van de coke, van het gas en de electriciteit werden de ramingen met fr. 8,153.50 overschreden; doch op de uitzonderlijke uitgaven vermocht men fr. 14,391.04 te bezuinigen.

7° LITT. G. — Voor de gewone diensten der bemeubeling werden de verleende credieten overschreden met eene som van fr. 2,546.37. Er werd echter afgezien van de vernieuwing van sommige voorwerpen, tapijten enz., en zóó kon men beneden de ramingen voor uitzonderlijke diensten blijven en fr. 173,668.35 besparen.

8° LITT. H. — De verhooging van fr. 4,416.14 moet toegeschreven worden aan de prijsverhooging van het papier.

9° LITT. I. — De vermindering van 900 frank is het gevolg van het afsterven van een gepensionneerde.

10° LITT. K. — Uitzonderlijke werkzaamheden, aan het personeel opgelegd, hadden ten gevolge dat het uitgetrokken crediet met fr. 23,783.65 werd overschreden.

De Commissie voor de Comptabiliteit beslist eenparig de Kamer te verzoeken de rekening voor het dienstjaar 1920 goed te keuren : zij bedraagt fr. 4,045,908.10.

Indien wij ze vergelijken met de rekening van 1919, bemerken wij dat deze slechts fr. 3,621,290.26 bedroeg. Doch men dient aan te merken dat de post betreffende de vergoeding van de Kamerleden (litt. A) in 1919, slechts fr. 856,503.42 bedroeg. Nu, sedert de Herziening van de Grondwet, werd zij gebracht op fr. 2,234,774.30, hetzij eene verhooging van fr. 1,378,270.80.

Indien men dus dit laatste cijfer ter zijde laat om de gezegde vergoeding terug te brengen op het bedrag van 1919, bemerkt men dat de overige uitgaven in 1920 slechts fr. 4,045,908.10 min fr. 1,738,270.80 bedroegen, of fr. 2,667,637.30; hetzij, voor 1920, eene vermindering van uitgaven van fr. 933,652.96; men moet echter rekening houden met deze omstandigheid, dat het dienstjaar 1919 belast werd door aanzienlijke uitzonderlijke uitgaven, welke nog het gevolg waren van den oorlog

Begrooting van 1922.

De Begrooting, welke ons is voorgelegd, verwezenlijkt op die van 1921 eene vermindering van uitgaven ten bedrage van 162,072 frank.

De post betreffende de vergoeding van de Kamerleden (litt. A) blijft vastgesteld op 2,252,000 frank.

Het crediet voor het dienstpersoneel (litt. B) is met 16,672 frank verminderd, en het crediet voor de bibliotheek (litt. C) bedraagt, als voorheen, 15,000 frank. Men mag echter niet uit het oog verliezen dat de dienst der Bibliotheek in werkelijkheid beschikt over 25,000 frank, daar de Senaat op zijne Begrooting eene som van 10,000 frank voor de Bibliotheek der Kamer heeft uitgetrokken.

Wegens de vermindering van de prijzen der grondstoffen, kan elk der posten betreffende de gebouwen (litt. E), de brandstoffen en het licht (litt. F), het mobilair (litt. G), verminderd worden met eene som van 5,000 frank. Daarbij kan men de vernieuwing van een gedeelte van het mobilair nog uitstellen en ook het crediet voor uitzonderlijke diensten (100,000 frank), welke op de begrooting van 1921 voorkwam, afvoeren.

De vergoedingen en hulpelden (litt. I) werden verminderd tot op 70,600 fr. ten gevolge van het afsterven van twee gepensioneerden, en de post der onvoorziene uitgaven (litt. K) kon verminderd worden met 20,000 frank, wegens de vermindering van de kosten der grondstoffen.

Het crediet onder litt. D, betreffende de Gedrukte Stukken, het drukwerk en de bijzondere uitgaven, werd afzonderlijk onderzocht door uwe Commissie en door het Bureau der Kamer.

Zooals bekend is bestaat er, behalve de oorspronkelijke uitgave der parlementaire stukken, met name die welke dagelijks verstrekt wordt aan de volksvertegenwoordigers voor de behoefte der parlementaire werkzaamheden, eene bijzondere uitgave van hetzelfde formaat als dit der *Handelingen*. In deze uitgave worden de parlementaire stukken op twee kolommen herdrukt, in tweetaligen tekst, het een na het ander, zouden tusschenruimte. De druk is dichter dan die der oorspronkelijke uitgave, zoodat in een enkel boekdeel de tweetalige verzameling der parlementaire stukken van een zittingsjaar kan worden samengevat, terwijl zij verscheidene boekdeelen vormt in de oorspronkelijke uitgave.

Tot vorig jaar werd deze bijzondere uitgave in de werkplaatsen van den *Moniteur*, op Staatskosten gedrukt. Zij werd rondgedeeld aan de werkelijke en plaatsvervangende leden van Kamer en Senaat, naarmate de bladen gedrukt werden. De werkelijke leden ontvingen buitendien eene volledige verzameling op het einde van elk zittingsjaar.

Deze bijzondere uitgave werd ook ter beschikking gesteld van het publiek die haar in den *Moniteur*, bij abonnement of aankoop per nummer of per blad, kon bestellen.

Het was de volksuitgave, voor de rechtsgeleerden, leeraars en navorschers, evenals voor de besturen en de private personen die wegens hunne zending, hun ambt, hunne plichten of hunne belangen geroepen zijn de wetgevende stukken na te slaan om op de hoogte te blijven van de in het Parlement besproken vraagstukken of om den zin der wetsteksten te kennen.

Gezegde uitgave, volgens officieele inlichtingen, werd op 4,700 exemplaren gedrukt, waarvan 700 voor de betalende abonneuten en 500 voor den verkoop

per nummer. Het overige, 3,300 exemplaren, werd kosteloos uitgedeeld aan openbare besturen, vooral aan de middenbeheeren onzer ministerieele departementen.

De betalende abonneenten waren 641 in getal voor het zittingsjaar 1919-1920 en 692 voor het zittingsjaar 1920-1921 ⁽¹⁾.

De uitgave bedroeg ⁽²⁾ :

Zittingsjaar 1918-1919 :

Kamer	fr.	93,979 04	
Senaat		8,831 60	
			102,810 64

Zittingsjaar 1919-1920 :

Kamer	fr.	131,342 85	
Senaat		13,283 »	
			144,625 85

Zittingsjaar 1920-1921 :

Kamer	fr.	119,416 »	
Senaat		20,612 »	
			140,028 »

De parlementaire Commissie voor de financiën en bezuinigingen, in 1921 reeds, daarna het Bureau van Kamer en Senaat, hebben gemeend dat men allicht eene ernstige bezuiniging kon doen, met de beide thans bestaande uitgaven onzer parlementaire stukken te versmelten, of met dezen dienst op meer zuinigen grondslag herin te richten.

De versmelting der beide uitgaven scheen voor het oogenblik niet mogelijk gelet, van den eenen kant, op den eenparigen wensch der parlementsleden de oorspronkelijke uitgave die voor hunne werkzaamheden dient te zien behouden, en, aan den anderen kant, op het bestaan eener overeenkomst die de Kamer bindt tegenover hare drukkers voor nog enkele jaren.

Er bleef dan nog de herinrichting na te gaan van den dienst der bijzondere uitgave. Deze drong zich overigens op, niet alleen uit bezuiniging, maar ook wegens de noodzakelijkheid harer regelmatige verschijning, om de talrijke klachten van abonneenten en publiek te voorkomen aangaande het laattijdig drukken en bestellen dezer uitgave.

De bureelen van Kamer en Senaat zijn het eens geworden om te beslissen dat het drukken niet meer in de werkplaatsen van den « Moniteur » zou geschieden.

(1) Antwoord van den Minister van Justitie op eene vraag van den heer Berloz. (Bijblad van 25 April 1922, blz. 256.)

(2) Brief van 25 Januari 1922 van den Minister van Justitie aan de Quaestoren der Kamer.

Maar terwijl het bureel van den Senaat besloot de stukken dezer vergadering niet meer te herdrukken in de bijzondere tweetalige uitgave (formaat der *Handelingen*), en deze niet meer rond te deelen aan hare leden ⁽¹⁾ besloot het bureel der Kamer daarentegen deze uitgave te behouden omdat het een blijkbaar openbaar belang was de verspreiding der parlementaire en wetgevende stukken te bevorderen onder al degenen waarvoor zij een onontbeerlijk werktuig zijn.

Gezien deze beslissing in anderen zin van het Bureel van den Senaat, werd bij dit der Kamer het vraagstuk opnieuw aanhangig gemaakt. Eenparig werd de eerste beslissing behouden ⁽²⁾.

Het is dus het Bureel der Kamer dat voortaan zal zorgen voor den herdruk, in de bijzondere tweetalige uitgave, van de parlementaire stukken (Kamer en Senaat).

Van nu af staat het vast dat deze hervorming eene bezuiniging van 70 tot 75 duizend frank voor de Schatkist zal uitmaken. De Quaestuur der Kamer zet het onderzoek voort van de maatregelen die de kosten van het behoud dezer bijzondere uitgave nog mochten verminderen.

Daar deze kosten niet veel lager zijn dan die der oorspronkelijke uitgave, zoo kunnen het publiek en de besturen zich de eerste aanschaffen tegen zeer billijke voorwaarden waarvan zij eerlang zullen in kennis gesteld worden. Met dezen uitslag dient rekening gehouden en iedereen zal daarbij voordeel hebben.

Maatregelen zullen ook genomen worden met het oog op eene spoedige en regelmatige verschijning van de bijzondere uitgave die de oorspronkelijke uitgave van zeer nabij zal volgen.

Voorloopig dient dus het cijfer van 500,000 frank behouden dat op het ontwerp van begrooting voorkomt.

Bij eenparigheid verzoekt uwe Commissie de Kamer de hierbijgevoegde begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,
LÉON MABILLE

De Voorzitter,
E. TIBBAUT.

⁽¹⁾ Beslissing van het Bureel van den Senaat, 16 Maart 1922, medegedeeld aan den Voorzitter der Kamer, 21 Maart 1922.

⁽²⁾ Bureel der Kamer, 26 April 1922.

ARTIKEL.	LITTERA.	AARD DER UITGAVEN.	CREDIETEN VOORGESTELD voor 1922.	
			Gewone diensten.	Uitzonderlijke diensten.
Eenig artikel.	A	Jaargeld der Kamerleden en reiskosten — Vergoeding aan de Volksvertegenwoordigers. Terugbetaling van den toeslag op de internationale lijnen en reizen op de buurtspoorwegen	2,252,000 »	»
	B	Dienstpersoneel. — Jaarwedden, toonen en vergoedingen : 1° Griffier, greffie, quaestuur en bibliotheek 2° Snelschrijversdienst 3° <i>Compte rendu analytique</i> 4° Vlaamsche diens.en der Kamer (Parlementaire diensten ; dienst van het « Beknopt Verslag »). 5° Lagere beambten : deurwaarders, huisbewaarders, mecani- ciens, dienstlieden, arbeiders, enz. 6° Allerlei 7° Geraamde weddeverhoogingen 8° Verblijfsvergoeding 9° Gezinsvergoeding 10° Veranderlijke duurtetoeslag (75,000 frank)	1,006,000 »	»
	C	Bibliotheek. — Aankoop van boeken en werken. Abonnemen- ten. Catalogus. Inbinden	45,000 »	»
	D	Stukken, drukwerk en bijzondere uitgaven. — Stukken gedrukt op last van de Kamer. Drukwerk voor de Kamer en de Kamer- diensten. Bijzondere uitgaven rondgedeeld aan de Volksver- tegenwoordigers of bestemd voor de Parlementen in het buitenland of voor de diensten : handelingen, manuels parle- mentaires, wetboeken, jaarboeken, enz. Inbinden	500,000 »	»
	E	Gebouwen. — Onderhoud, inrichting en herstelling. Gewone en buitengewone verbeterings-, vergrootings- en herstellings- werken	20,000 »	»
	F	Brandstoffen. Licht. Water. — Onderhoud van leidingen en toestellen. Verbruik en vervoer van brandstoffen ; lampen, elec- triciteit, gas en water	60,000 »	»
	G	Meubelen. — Onderhoud, aankoop, veranderings-, en herstellings- werken. Kunstwerken	30,000 »	»
	H	Leveringen en materieel. — Postpapier, kantoorbehoefte en kan- toorkosten. Onderscheidingsteekens voor de Kamerleden. Leveringen voor de kolleekamer en voor de diensten. Dienst- kleeding en kleedingstukken voor de lagere bedienden. Abon- nementen op de telephoon. Rijtuigen en andere kosten voor officieele plechtigheden. Kleine uitgaven	100,000 »	»
	I	Vergoedingen en hulpgelden. — Vergoedingen aan de verwanten der slachtoffers van den brand van het Paleis der Natie. Tege- moetkomsten aan in dienst zijnde of op pensioen gestelde leden van het personeel, aan dezer weduwen of familieleden, ingeval zij zich in een ongelukkigen toestand bevinden	10,600 »	»
	J	Toelagen. — Toelage aan de « Union interparlementaire pour l'arbitrage et la paix » en aan de « Conférence interparlemen- taire du commerce »	3,000 »	»
	K	Onvoorziene uitgaven. — Uitgaven voor zaken niet voorzien in de Begrooting	50,000 »	»
		TE ZAMEN. . . . fr.	4,046,600 »	»
		GEHEELE SOM. . . . fr.	4,046,600 »	»

VOOR HET DIENSTJAAR 1922.

CREDIETEN TOEGESTAAN voor 1921.		VERSCHIL		Verklaring van het verschil.
Gewone diensten.	Uitzonderlijke diensten.	meer.	min.	
2,252,000 »	»	»	»	
1,018,672 »	»	»	12,672	Eenerzijds, 32,280 frank meer, toepassing van den nieuwen weddestandaard; anderzijds, vermindering van den veranderlijken duurtetoeslag, 44,932 frank.
15,000 »	»	»	»	
500,000 »	»	»	»	
25,000 »	»	»	5,000	Vermindering van den prijs der grondstoffen.
65,000 »	»	»	5,000	Id.
35,000 »	»	»	105,000	En intrekking van het crediet voor uitzonderlijke diensten : vernieuwing van mobiele voorwerpen uitgesteld.
100,000 »	100,000 »	»	»	
20 000 »	»	»	9,400	Crediet verminderd tot het bedrag der verleende vergoedingen.
3,000 »	»	»	»	
75.000 »	»	»	25,000	Vermindering van den prijs der grondstoffen.
4,108,672 »	100,000 »	»	162,072	
4,208,672 »				